



Décision d' aide humanitaire

23 02 01

Intitulé: Aide humanitaire aux réfugiés sahraouis

Lieu de l'opération: ALGERIE

Montant de la décision: 10.000.000 EUR

Numéro de référence de la décision: ECHO/DZA/BUD/2006/02000

Exposé des motifs

1 - Justification, besoins et population cible :

1.1. - Justification :

La plupart des réfugiés sahraouis sont répartis depuis 30 ans dans quatre camps situés autour de Tindouf dans le Sud Ouest de l'Algérie. Cette population est largement dépendante de l'aide internationale.

Les besoins à la fois les plus importants et les plus permanents, auxquels répond cette décision, relèvent de l'alimentaire, de l'eau, de la santé et de l'éducation.

Dans une situation politique qui reste bloquée, l'objectif principal de cette décision est de satisfaire les besoins de base des réfugiés sahraouis.

Depuis 1975, le Maroc et le Front Polisario se disputent l'ancienne colonie espagnole du Sahara Occidental.

Un plan de règlement du conflit, adopté en 1991 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, prévoyait qu'un référendum devrait permettre de trancher entre l'indépendance et l'intégration au Maroc. Ce plan ne progresse que très peu jusqu'en 1997, lorsque, sous l'impulsion de M. James Baker, envoyé spécial des Nations Unies pour le Sahara Occidental, les accords de Houston furent signés par le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO. Ceux-ci permettent alors à la MINURSO (Mission des Nations Unies pour un Référendum au Sahara Occidental) de reprendre son travail d'identification des votants, qui était à l'arrêt depuis mai 1996.

Les années qui ont suivi n'ont pas permis de débloquer la situation. En l'absence d'accord sur la composition du corps électoral et face aux 130.000 recours, les Nations Unies ont proposé divers scénarii dont aucun n'a obtenu le consensus de l'ensemble des parties.

La dernière proposition Baker¹ repose sur l'accord cadre dont le contenu a été quelque peu modifié. Cette proposition Baker ([plan James Baker II](#)) est basée sur une large autonomie des sahraouis sous autorité marocaine, avec la tenue d'un référendum d'autodétermination après 4 ou 5 ans. Le Polisario a fini par accepter ce nouveau plan qui ne répond pas totalement à ses aspirations mais qui lui donne davantage de garanties que le plan précédent. Le Maroc l'a par contre refusé car il ne lui apporterait pas les garanties suffisantes pour lui assurer la souveraineté qu'il revendique sur le Sahara occidental. Il a cependant annoncé qu'il était prêt à discuter de ce plan mais reste réticent – voire opposé – à toute autodétermination qui pourrait compromettre sa souveraineté sur le Sahara Occidental. Le dernier rapport au conseil de sécurité, en date du 19 avril 2006, proposait de prolonger le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2006 soit dans l'optique d'un prolongement indéfini, soit dans celle d'un dialogue renouvelé direct entre le Front Polisario et le Maroc. La prolongation du mandat de la MINURSO, jusqu'au 31 octobre 2006, a été décidée dans la résolution du Conseil de sécurité du 28 avril 2006.

1.2. - Besoins identifiés :

Avec une longue expérience (1993) d'aide humanitaire fournie par la DG ECHO² dans les camps de réfugiés sahraouis, l'identification des besoins s'est faite en concertation avec les différents partenaires sur place, notamment les agences des Nations Unies, ainsi qu'avec les autorités sahraouies elles-mêmes.

Secteur alimentaire

- Besoin d'assurer l'approvisionnement en quantités et variété suffisantes des aliments de base (céréales, légumineuses, huile, sucre et sel).

Les réfugiés sahraouis dépendent largement de l'aide internationale dans tous les domaines, dont l'aide alimentaire est un élément crucial. La DG ECHO contribue depuis plusieurs années non seulement par des approvisionnements courants mais aussi par l'approvisionnement d'un stock de sécurité garantissant un approvisionnement minimum en produits alimentaires de base à la population réfugiée sahraouie. Le stock de sécurité, a été mis à contribution à 107 reprises entre juillet 2001 et mai 2006, évitant ainsi des ruptures d'approvisionnement. Toutefois, compte tenu de l'évolution de la situation humanitaire et des partenaires sur le terrain, le fonctionnement du stock de sécurité tel qu'il a été établi initialement demande à être changé à l'aune de la situation actuelle. Le stock actuel sera utilisé jusqu'à son épuisement dans le cadre du programme actuel du Programme Alimentaire Mondial (PAM) représentant ainsi une contribution supplémentaire de la Commission à la couverture des besoins alimentaires des réfugiés. Par ailleurs, il est envisagé, dans le cadre de la présente décision, de financer l'aide alimentaire de base ainsi que la constitution d'un nouveau stock de sécurité géré sous la responsabilité du PAM.

En plus de s'assurer que les besoins en aliments de base sont bien couverts en quantité, il faut veiller à ce que la variété de ces produits réponde à un équilibre nutritionnel satisfaisant.

¹ Présentée le 23.05.03 dans le rapport général du SG des NU.

² Direction Générale de l'Aide Humanitaire – ECHO

- Besoin de varier le panier alimentaire et besoin de sécuriser des sources de compléments alimentaires sur place.

Les rapports nutritionnels établis sous l'égide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et par le PAM en 2005 ont mis en évidence un taux de malnutrition relativement important, en augmentation par rapport aux études menées en 2001. Des facteurs liés à des pratiques culturelles ou sanitaires ont été relevés comme des facteurs aggravants de ce point de vue. Il convient donc d'entreprendre une démarche concertée dans les domaines de la nutrition, de l'eau et de la santé. Toutefois, une corrélation peut aussi être faite entre cette détérioration de la situation alimentaire de la population réfugiée sahraouie et la diminution des distributions de produits alimentaires de complément en 2003 et 2004.

Dans le cadre de la décision financière adoptée en 2005 en faveur des réfugiés sahraouis une composante de distribution de produits frais ainsi qu'une contribution en produits de ramadhan (pour 2006) ont été introduites. Cet effort devrait être poursuivi afin de rétablir dans la mesure du possible l'équilibre nutritionnel de la population sahraouie.

D'autre part, le soutien, bien que réduit par rapport au passé, aux batteries de poules pondeuses devrait être maintenu afin de compléter la ration alimentaire des réfugiés par un apport protéique, en attendant que le projet puisse être entièrement financé par d'autres sources que l'aide humanitaire communautaire.

Santé

- Soins de santé

Le système de santé sahraoui est peu structuré. Un effort important devrait être consenti afin de rationaliser les interventions. Si les causes directes de l'anémie (diarrhées, parasites) doivent être traitées, il convient aussi en amont de réaliser des actions de prévention. Ceci implique des campagnes de sensibilisation (notamment dans les écoles) de la population sahraouie, des formations du personnel de santé et des actions ciblées, par exemple afin d'éviter ou de réduire les cas d'eaux stagnantes destinées à l'usage domestique. De même, une meilleure connaissance des pathologies rencontrées et de leur fréquence permettrait de réduire les traitements médicaux au profit de la prévention. Dans cette optique les quantités de médicaments financées chaque année pourraient être rationalisées.

Afin, de répondre à ces objectifs un projet de santé publique est envisagé.

Depuis les années 90, la DG ECHO est le donateur principal pour les besoins en médicaments. A ce jour, compte tenu de la consommation mensuelle habituelle, les besoins devraient être couverts jusqu'au mois de novembre 2006. Toutefois, en l'absence d'une nouvelle contribution, une rupture d'approvisionnement serait prévisible dans les derniers mois de 2006.

Il convient donc de financer un approvisionnement substantiel en médicaments. Ceci d'autant plus que la santé publique est étroitement liée à un approvisionnement régulier en médicaments. Il conviendra de ce point de vue de maintenir un niveau de financement suffisamment élevé des médicaments de manière à ne pas contrecarrer les efforts

déployés par ailleurs afin d'améliorer le système de santé dans son ensemble. La fourniture de quelques consommables pour les hôpitaux est aussi prévue.

Des mesures appropriées en faveur des personnes handicapées sont également envisagées, ainsi qu'une contribution au programme de vaccination pour les enfants.

- Hygiène

Outre l'alimentation, des conditions minimales d'hygiène sont essentielles à la santé des réfugiés. Or il y a un grand manque de produits d'hygiène (savons, kits hygiéniques) et d'entretien essentiels ou de moyens pour les obtenir.

La gestion actuelle des déchets et ordures ménagères constitue un risque en termes de santé publique. Aussi, afin de contribuer à l'amélioration de la situation, l'installation de bennes à ordures et de sites de décharges est envisagée.

Eau et déchets

L'eau est un besoin prioritaire pour les réfugiés sahraouis vivant dans une région aride et désertique. L'adduction d'eau est assurée à partir de forages jusqu'à chacun des camps. Le système actuel ne garantit pas une qualité de l'eau optimale, car l'eau sortant potable du système de traitement par osmose est ensuite contaminée bactériologiquement lors du transport dans les camions citernes et lors du stockage dans les citernes familiales. Il en résulte un problème de santé publique, en particulier une morbidité élevée en maladies d'origine hydrique ainsi que des cas de malnutrition.

Un système d'approvisionnement par des réseaux de canalisations avec bornes fontaines, permettrait d'assurer un approvisionnement en eau satisfaisant, d'un point de vue quantitatif et qualitatif, aux réfugiés sahraouis, et d'avoir un impact certain sur l'amélioration de la santé publique.

La mise en œuvre d'un tel système nécessiterait d'une part un fort niveau d'adhésion des bénéficiaires qui devraient accepter et s'approprier l'utilisation de fontaines publiques distribuant une eau de qualité en lieu et place du système actuel de citernes individuelles distribuant une eau de qualité moindre.

D'autre part, la réalisation d'un tel système demande un fort niveau de technicité et un travail préparatoire important afin d'en garantir le succès et d'éviter le type de problèmes rencontrés sur un projet similaire mené à Layoune.

Aussi, il serait souhaitable de procéder par étapes, en finançant, si les conditions de mise en œuvre sont réunies, un premier projet d'adduction d'eau qui comprendrait une étude de faisabilité technique, la sensibilisation à l'hygiène et une mise en œuvre à petite échelle en tant que projet pilote.

Education

Le système éducatif dans les camps connaît plusieurs problèmes qui se traduisent par un taux d'absentéisme en augmentation et un arrêt précoce des études par les élèves. Les problèmes principaux identifiés sont la démotivation des enseignants qui ne perçoivent pas de revenus, l'état actuel des structures éducatives qui n'est pas propice à dispenser un enseignement de qualité, l'absence ou le manque de matériel éducatif. Si l'aide humanitaire de la DG ECHO ne peut intervenir sur le premier volet du problème relevant du revenu des enseignants, il est par contre possible et souhaitable d'agir sur les conditions d'enseignement en améliorant l'état des structures, la disponibilité du matériel éducatif et le recyclage des enseignants. Il est également envisageable d'inciter à une meilleure fréquentation des écoles en mettant en

œuvre des projets de nourriture à l'école, qui en outre ont aussi un impact sur la situation nutritionnelle des enfants.

Abris temporaires

Remplacer les habitations emportées par les inondations de février 2006 par des tentes et renforcer les capacités locales en construction d'abris résistants aux fortes pluies

Malgré les efforts de la DG ECHO, de l'Algérie et de la communauté internationale pour répondre aux besoins apparus au lendemain des inondations du 11 février 2006, le manque en abris temporaires demeure persistant. Selon les chiffres du HCR, 5.843 tentes ont été livrées aux réfugiés sahraouis jusqu'à présent (3.932 de l'Algérie, 50 de l'Italie, 75 de la Turquie, 600 du Norwegian Church Aid et 1.186 du HCR sous financement de la DG ECHO). Il faut rappeler à ce niveau que le HCR a estimé le besoin en tentes, suite aux inondations, à 12.000 unités. Ainsi, un besoin réel de 6.000 tentes demeure sans couverture.

Outre les tentes, les réfugiés sahraouis utilisent des abris "en dur", qui furent les plus affectés par les inondations de février 2006. L'assistance à la reconstruction de ce type d'abris devrait de façon générale se faire en utilisant des techniques et des matériaux locaux permettant de mieux résister aux intempéries.

Logistique

Soutien à l'atelier mécanique pour la maintenance des camions de distribution de l'aide humanitaire.

Il s'agit d'un secteur crucial pour le bon déroulement de toute opération d'aide humanitaire, la flotte existante étant vétuste et nécessitant continuellement des interventions mécaniques.

1.3. - Population cible et régions concernées :

- Secteur alimentaire: l'ensemble de la population vivant dans les camps;
- Santé:
 - l'ensemble de la population (médicaments + consommables et équipement),
 - Handicapés (programmes spécifiques),
 - Femmes (kits hygiéniques),
 - Enfants (vaccination),
- Hygiène, Eau, Assainissement : l'ensemble de la population vivant dans les camps;
- Education: enfants en âge scolaire;
- Abris temporaires: un maximum de 3.500 familles;
- Logistique: l'ensemble de la population réfugiée dans les camps recevant l'aide humanitaire.

Les projets ont tous lieu dans le Sud Ouest de l'Algérie, où sont situés les camps de réfugiés sahraouis.

1.4. - Evaluation des risques et contraintes éventuelles :

Compte tenu des observations d'un audit effectué en 2003, la Direction Générale de l'Aide Humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO) a conclu avec les autorités sahraouies un accord qui devait permettre une mise en œuvre plus efficace des opérations. L'application de cet accord a connu plusieurs difficultés, bien que, récemment, plus de facilités pour le suivi des opérations aient été accordées par les autorités sahraouies. Il est également essentiel que les autorités sahraouies facilitent le plus possible le travail des partenaires de la DG ECHO. Par ailleurs, en l'absence d'un registre des réfugiés, il importe d'assurer que des mécanismes appropriés soient en place permettant de vérifier que l'aide est bien attribuée sur base des besoins réels de la population vivant dans les camps. Une attention particulière devra continuer d'être portée à ces différents aspects de la mise en œuvre. Pour les opérations ciblées, un suivi par zone géographique est envisagé.

Par ailleurs, dans ce contexte de crise partiellement oubliée, il est essentiel qu'une solidarité soit exprimée par le plus grand nombre possible de donateurs, permettant une diversification des approvisionnements notamment pour ce qui concerne l'aide alimentaire de base et les produits de complément.

Il est aussi important que les agences mandatées des Nations Unies, et notamment le HCR et le PAM, continuent de jouer leur rôle en matière d'assistance aux réfugiés sahraouis.

2 - Objectifs et composantes de l'intervention humanitaire proposée: ³

2.1. - Objectifs :

Objectif principal: Les besoins de base des réfugiés sont satisfaits.

Objectifs spécifiques:

- Maintenir un approvisionnement alimentaire régulier et diversifié;
- Améliorer la situation des réfugiés les plus vulnérables;
- Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain, évaluer les besoins, examiner les propositions et projets et coordonner et superviser l'exécution des opérations.

2.2. - Composantes :

L'assistance proposée sera apportée au travers des partenaires habituels et notamment en collaboration étroite et en grande partie par l'intermédiaire des deux principales agences des Nations Unies concernées : le PAM, qui a le mandat de fournir les produits alimentaires de base, le HCR, en charge principalement des produits non alimentaires et si cela s'avère possible l'OMS pour structurer l'approche du point de vue de la santé publique.

² Les subventions pour la mise en oeuvre de l'aide humanitaire telle que définie par le Règlement (CE) No. 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire sont attribuées en conformité avec le Règlement financier, en particulier son article 110, et avec ses modalités d'exécution, en particulier son article 168 (Règlement du Conseil (EC Euratom) No 1605/2002 du 25 juin 2002, JO L 248 du 16 septembre 2002 et No 2342/2002 du 23 décembre 2002, JO L 357 du 31 décembre 2002). Niveau de financement : en application de l'article 169 du Règlement financier, les subventions pour la mise en oeuvre de la présente décision peuvent financer 100 % des coûts d'une action. Les opérations d'aide humanitaire financées par la Commission sont mises en œuvre par des ONG et par les organisations de la Croix Rouge sur la base d'un Contrat Cadre de Partenariat (CCP) (en conformité avec l'article 163 des modalités d'exécution du Règlement financier) et par les agences des Nations Unies sur la base de l'Accord cadre administratif et financier (FAFA). Les normes et critères établis dans le Contrat Cadre de Partenariat standard d'ECHO auquel les ONG et les organisations internationales doivent adhérer, ainsi que les procédures et critères nécessaires pour devenir partenaire sont disponibles à l'adresse suivante : http://europa.eu/comm/echo/partners/index_fr.htm

Maintien d'un approvisionnement alimentaire régulier et diversifié :

- Fourniture de produits alimentaires de base, y compris à travers le renouvellement du stock de sécurité;
- Fourniture de produits frais : 5 distributions de produits frais choisis selon la saison, dont une distribution spéciale pour le ramadhan;
- Fourniture d'aliments aviaires : aliment aviaire pour alimenter une batterie de poules pondeuses pendant trois à quatre mois.

Amélioration de la situation des réfugiés les plus vulnérables :

- Projet de santé publique,
- Couverture des besoins en médicaments,
- Fourniture de consommables pour les hôpitaux,
- Contribution au programme de vaccination pour les enfants,
- Actions en faveur des handicapés, y compris alimentation pour les centres d'accueil,
- Livraison de kits hygiéniques aux femmes,
- Installation de bennes à ordures, de sites de décharge et de moyens de collecte des déchets,
- Travaux pour la mise en place d'une adduction d'eau dans les camps,
- Promotion de l'hygiène par des mesures d'éducation et de sensibilisation,
- Fourniture de matériel éducatif et formation des instituteurs,
- Alimentation dans les écoles,
- Fourniture de tentes,
- Soutien complémentaire à l'atelier mécanique du HCR.

Suivi de la mise en œuvre des opérations :

Afin de maximiser l'impact de l'aide humanitaire sur les victimes, la Commission maintiendra un dispositif de la DG ECHO situé à Alger. Ce dispositif analysera les propositions de projet, coordonnera et suivra la mise en œuvre des opérations humanitaires financées par la Commission. Le dispositif fournira une assistance technique et la logistique nécessaire à la réalisation de ses tâches.

3 - Durée prévue des actions dans la décision proposée:

La durée des opérations d'aide humanitaire sera de 16 mois et ce afin de permettre, entre autres, une mise en œuvre couvrant la période de janvier à décembre 2007 pour les partenaires (UNHCR) qui travaillent sur une base de programmation annuelle.

Les opérations humanitaires financées par la présente décision doivent être mises en œuvre endéans ladite période.

Les dépenses sont éligibles dans le cadre de cette décision à partir de 1 septembre 2006.

5 - Autres donateurs et mécanismes de coordination entre donateurs

Donateurs en ALGERIE les 12 derniers mois					
1. Etats Membres UE (*)		2. Commission Europeenne		3. Autres	
	EUR		EUR		EUR
Allemagne	300,000	DG ECHO	9,911,000		
Autriche		Autres services			
Belgique					
Chypre					
Danemark					
Espagne	1,401,000				
Estonie					
Finlande	300,000				
France	167,046				
Grece					
Hongrie					
Irlande					
Italie	1,599,000				
Lettonie					
Lituanie					
Luxembourg					
Malte					
Pays-bas					
Pologne					
Portugal	73,188				
Republique tcheque					
Royaume uni					
Slovaquie					
Slovenie					
Suede	1,310,283				
Sous-total	5,150,517	Sous-total	9,911,000	Sous-total	0
		Total	15,061,517		

Date : 08/06/2006

(*) Source : DG ECHO 14 Points reports. <https://hac.ec.europa.eu>
Cellules vides : pas d'informations ou aucune contribution.

6 - Montant de la décision et répartition par objectifs spécifiques :

6.1. - Montant total de la décision : 10.000.000 EUR

6.2. - Ventilation budgétaire par objectif spécifique

Objectif principal: <i>Les besoins de base des réfugiés sont satisfaits</i>				
Objectifs spécifiques	Montant alloué par objectif spécifique (EUR)	Région géographique de l'opération	Activités	Partenaires potentiels⁴
Objectif spécifique 1: Maintien d'un approvisionnement alimentaire régulier et diversifié	5.950.000	Camps de réfugiés à Tindouf.	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture d'aide alimentaire de base y compris le renouvellement du Stock de sécurité - Fourniture de produits frais y compris pour le ramadhan - Fourniture d'aliments aviaires pour la production et la distribution d'oeufs 	<ul style="list-style-type: none"> - OXFAM - BEL - CISP - PTM - SI - UN - WFP-PAM
Objectif spécifique 2: Amélioration de la situation des réfugiés les plus vulnérables	3.800.000	Camps de réfugiés à Tindouf.	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de santé publique - Couverture des besoins en médicaments - Fourniture de consommables pour les hôpitaux - Contribution au programme de vaccination pour les enfants - Actions en faveur des handicapés, y compris alimentation pour les centres d'accueil - Livraison de kits hygiéniques aux femmes - Installation de bennes à ordures, de sites de décharge et de moyens de collecte des déchets - Travaux pour la mise en place d'une adduction d'eau dans les camps - Fourniture de matériel éducatif et formation des instituteurs - Alimentation dans les écoles - Fourniture de tentes - Soutien complémentaire à l'atelier mécanique du HCR 	<ul style="list-style-type: none"> - MDM – GRC - GVC - MEDICO INTERNATIONAL - MPDL - OXFAM - BEL - TRIANGLE - UN - UNHCR - BEL - UN - UNICEF - BEL - WHO - OMS
Objectif spécifique 3: Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain, évaluer les besoins, examiner les propositions et projets, coordonner et superviser l'exécution des opérations	250.000	Alger		

⁴ COMITATO INTERNAZIONALE PER LO SVILUPPO DEI POPOLI, (It), GRUPPO VOLONTARIATO CIVILE (It), MEDECINS DU MONDE, (GRC), MEDICO INTERNATIONAL, (DEU), MOVIMIENTO POR LA PAZ, EL DESARME Y LA LIBERTAD, (E), OXFAM-Solidarité, (BEL), PAZ Y TERCER MUNDO, (E), SOLIDARIDAD INTERNACIONAL, (E), TRIANGLE Génération Humanitaire, (FR), UNICEF, UNITED NATIONS - WORLD FOOD PROGRAMME, UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES - BELGIUM, WORLD HEALTH ORGANISATION - ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

TOTAL:	10.000.000			
--------	------------	--	--	--

7 - Evaluation

En application de l'article 18 du Règlement (CE) No.1257/96 du Conseil du 20 Juin 1996 concernant l'aide humanitaire, la Commission est appelée à " procéder régulièrement à des évaluations d'actions d'aide humanitaire financées par la Commission en vue d'établir si les objectifs visés par ces actions ont été atteints et en vue de fournir des lignes directrices pour améliorer l'efficacité des actions futures ". Ces évaluations sont structurées et organisées à partir de thèmes globaux et horizontaux faisant partie de la stratégie annuelle de la DG ECHO tels que les questions relatives aux enfants, la sécurité des travailleurs humanitaires, le respect des droits de l'homme, les questions de genre. Chaque année, un Programme d'Evaluation indicatif est établi après un processus de consultation. Ce programme est flexible et peut être adapté pour y inclure des évaluations non prévues dans le programme initial, en réponse à des événements particuliers ou à des circonstances changeantes. De plus amples informations peuvent être obtenues sur :

http://europa.eu/comm/echo/evaluation/index_fr.htm.

8 - Impact Budgétaire article 23 02 01

-	CE (EUR)
Crédits d'engagements initiaux disponibles pour 2006	470.429.000
Budgets supplémentaires	-
Transferts	-
Total crédits disponibles	470.429.000
Total exécuté à la date du 08/06/2006	359.767.000
Reste disponible	110.662.000
Montant total de la décision	10.000.000

DÉCISION DE LA COMMISSION
du
relative au financement d'opérations humanitaires sur le budget général de l'Union
européenne en
ALGERIE

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

Vu le traité instituant la Communauté européenne,
Vu le règlement (CE) No.1257/96 du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire⁵, et en particulier son article 15, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

1. Depuis des décennies, les réfugiés sahraouis vivent dans la région désertique de Tindouf (Sud Ouest de l'Algérie), ne disposant que de peu de ressources et dépendant largement de l'aide internationale.
2. Cet état de dépendance prolongé, l'aspect oublié de cette crise et la fatigue des donateurs, ont entraîné une situation humanitaire instable, caractérisée notamment par un manque de diversification de l'aide.
3. Afin de maximiser l'impact de l'aide humanitaire sur les victimes, il est nécessaire de maintenir une assistance technique sur le terrain.
4. Une évaluation de la situation humanitaire a conclu que les opérations d'aide humanitaire devraient être financées par l'Union européenne pour une période de 16 mois.
5. Il est estimé qu'un montant de 10.000.000 EUR provenant de la ligne budgétaire 23 02 01 du budget général 2006 de l'Union européenne est nécessaire pour fournir une assistance à l'ensemble des réfugiés sahraouis vivant dans les camps en tenant compte du budget disponible, des interventions des autres donateurs et d'autres facteurs.
6. Conformément à l'article 17, paragraphe 3, du règlement (CE) No.1257/96 du 20 juin 1996, le Comité d'aide humanitaire a donné un avis favorable le 3 juillet 2006.

⁴ OJ L 163, 2.7.1996, p. 1-6
[ECHO/DZA/BUD/2006/02000](#)

DECIDE:

Article premier

1. Conformément aux objectifs et orientations générales de l'aide humanitaire, la Commission approuve par la présente un montant total de 10.000.000 EUR en faveur d'opérations d'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis au titre de la ligne budgétaire 23 02 01 du budget général 2006 de l'Union européenne.
2. Conformément aux articles 2 et 4 du règlement (CE) No.1257/96 du Conseil, les opérations humanitaires seront mises en œuvre dans le cadre des objectifs spécifiques suivants :
 - Maintenir un approvisionnement alimentaire régulier et diversifié
 - Améliorer la situation des réfugiés les plus vulnérables
 - Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain, évaluer les besoins, examiner les propositions et projets et coordonner et superviser l'exécution des opérations

Les montants alloués à chacun de ces objectifs sont énumérés dans l'annexe à la présente décision.

Article 2

La Commission peut, si la situation humanitaire le justifie, réaffecter les niveaux de financement établis pour l'un des objectifs spécifiques précisés à l'article premier, paragraphe 2, à un autre objectif mentionné, pour autant que le montant réaffecté représente moins de 20% du montant global de la présente décision et ne dépasse pas 2.000.000 EUR.

Article 3

1. La durée de mise en œuvre de cette décision doit être une période maximum de 16 mois, commençant le 1 septembre 2006.
2. Les dépenses engagées dans le cadre de la présente décision sont éligibles à compter du 1 septembre 2006.
3. Si les actions envisagées dans la présente décision sont suspendues pour cause de *force majeure* ou en raison de circonstances comparables, la période de suspension ne sera pas prise en considération dans le calcul de la durée de mise en œuvre de la présente décision.

Article 4

La présente décision prend effet à la date de son adoption.

Fait à Bruxelles,

Pour la Commission

Membre de la Commission

Annexe : Ventilation des montants alloués par objectif spécifique

Objectif principal : Les besoins de base des réfugiés sont satisfaits	
Objectifs spécifiques	Montant alloué par objectif spécifique (EUR)
Maintenir un approvisionnement alimentaire régulier et diversifié	5.950.000
Améliorer la situation des réfugiés les plus vulnérables	3.800.000
Maintenir une capacité d'assistance technique sur le terrain, évaluer les besoins, examiner les propositions et projets et coordonner et superviser l'exécution des opérations	250.000
TOTAL	10.000.000